

Projet d'<u>établissement</u> 2022 ► 2025



EEAP Mille Soleils

Table des matières

Préa	ambule	2
La d	lémarche	2
1.	L'histoire et le projet associatif de l'organisme gestionnaire	3
1.1	Présentation de l'association PBBS	3
1.2	Projet associatif	3
1.3	Présentation de l'organisme gestionnaire (siège social)	4
1.4	Présentation de l'établissement	4
2.	Les Missions	6
3.	Le public accueilli	7
3.1	Pyramide des âges	7
3.2	Répartition par sexe	7
3.3	Provenance du public	8
3.4	Dynamique de parcours	8
3.5	Diagnostics et types de déficiences	8
3.6	Evolution du public accueilli	9
3.7	Expression et participation du public	10
3.7.	1 Collectifs:	10
3.7.	2 Individuel :	10
4.	La relation avec les parents, la famille, l'entourage	11
5.	La nature de l'offre de service et son organisation	12
5.1	Description des services de l'ESMS	12
5.2	Les modalités d'admission et de contractualisation	12
5.3	Prestations délivrées (directes et indirectes)	12
5.4	DUI et sécurité des données (LIVIA)	14
6.	Les principes d'intervention	15
7.	Les professionnels et les compétences mobilisées	17
7.1	Organigramme des professionnels :	17
7.2	La dynamique de travail d'équipe	17
7.3	La GEPP	18
8.	Les objectifs d'évolution, de progression et de développement	19
8.1	La démarche d'amélioration continue	19
8.2	Les fiches actions PE	19
Glos	ssaire	21

Préambule

Ce projet d'Etablissement reprend l'ensemble de nos actions et décrit nos différentes activités et procédures. En cela, il définit la ligne que nous nous sommes fixée pour remplir au mieux nos missions. Il témoigne également du travail fourni par l'équipe auprès des usagers, avec eux et pour eux. Que chacun soit remercié du travail accompli et puise dans ce document de quoi donner du sens à nos actes au quotidien. Que chacun se sente acteur et fasse vivre et évoluer ce projet dans une concertation collective.

La démarche

Nous avons fait le choix de travailler de manière collective sur la construction de ce projet d'établissement, en collaboration avec le conseil d'administration, le siège social et l'ensemble des professionnels de l'ESMS. Celle- ci s'effectue en 4 grandes phases :

Phase 1: « Lancement »

- Lancement de la démarche de rédaction du projet d'établissement sur la durée du CPOM,
- Présentation à l'ensemble des professionnels de la démarche en réunion institutionnelle.

Phase 2: « Construction »

- Travail en comité de direction pour la définition de la trame commune de construction des projets d'établissements,
- Echange sur les pratiques actuelles et les orientations pour les 5 années à venir.

Phase 3: « Rédaction »

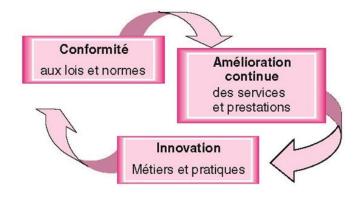
- Rédaction du Projet d'établissement en équipes pluridisciplinaires associant des représentants des différentes catégories professionnelles.

Phase 4: « Validation »

- Validation du projet d'établissement par le bureau du conseil d'administration,
- Présentation du document final à l'ensemble des salariés, résidants et familles,
- Envoi du projet aux autorité de contrôle et de tarification.

Phase 5 : « Evaluations »

- Evaluation annuelle du projet au regard des objectifs fixés et son évolution au regard des besoins résidants et des politiques publiques.



1. L'histoire et le projet associatif de l'organisme gestionnaire

1.1 Présentation de l'association PBBS

L'association de parents **PAPILLONS BLANCS BOURGOGNE DU SUD** est née en 2021 de la fusion des associations Papillons Blancs opérant depuis les années 1950 dans la région du Creusot et dans celle de Chalon et Louhans.

Elle accompagne les personnes en situation de handicap intellectuel, autistes ou polyhandicapées, ainsi que leurs familles.

Pour ce faire, elle a créé et gère des établissements et des services adaptés aux enfants et aux adolescents (CME, IME), aux adultes (établissements médicalisés tels que MAS, FAM ou non médicalisés : Foyers d'hébergement ou de Vie, Accueils de jour, SAVS), un ESAT pour les personnes pouvant travailler et un DAPHAD pour les personnes handicapées à domicile.

Actuellement, les Papillons Blancs Bourgogne du Sud, ce sont 620 personnes accueillies, 17 établissements et services, 450 professionnels qualifiés, 200 adhérents et 70 bénévoles.

Professionnels et bénévoles travaillent en permanence à l'évolution de l'offre de prestations en fonction de l'évolution des besoins des personnes accompagnées.

L'activité associative bénévole est importante. Elle contribue à établir et maintenir des liens entre les familles et, grâce à des actions de communication et des manifestations, colloques, rencontres, soirées, à faire comprendre la différence et favoriser l'insertion.

L'Association des Papillons Blancs Bourgogne du Sud adhère à l'**Unapei** dont elle partage les valeurs de solidarité familiale et elle est membre de l'**Unapei Bourgogne Franche-Comté.**

1.2 Projet associatif

Le Projet Associatif de l'Association Papillons Blancs Bourgogne du Sud s'appuie sur des valeurs partagées de Respect, Solidarité, Bientraitance, Citoyenneté, Laïcité, Dignité, Bienveillance, Soutien aux familles.

Il s'engage et décline ses engagements dans des fiches-actions dont les résultats font l'objet d'un suivi dans le rapport annuel de gestion.

Engagements:

1 - Accueillir, accompagner les personnes en situation de handicap mental et construire avec elles un parcours personnalisé et sans rupture répondant à leur projet de vie dans la cité et dans la société.

- 2 Accueillir les familles, les soutenir dans leur fonction d'aidants. Les informer, les orienter dans leurs démarches. Développer la solidarité familiale par des rencontres et des moments de convivialité.
- 3 Accueillir les professionnels, leur faire découvrir l'Association, ses valeurs et ses missions, travailler en concertation avec eux pour proposer des solutions innovantes. Favoriser la professionnalisation et la mobilité interne.
- 4 Faire reconnaître par la société la valeur, lescapacitésetla singularitédes personnes handicapées mentales. Être une force de proposition pour faire évoluer les réponses à leurs besoins.
- 5 Assurer la pérennité de l'Association en intégrant au mieux les parents et en développant la communication et nos réseaux pour mobiliser de nouvelles compétences.

1.3 Présentation de l'organisme gestionnaire (siège social)

En étroite articulation avec la Présidence, la Direction Générale assure la mise en œuvre de la politique générale définie par le Conseil d'Administration.

De même, la Direction Générale, dans sa fonction de siège social en appui et ressource auprès de l'ensemble des établissements et services, pilote, structure et coordonne l'opérationnalisation des actions pour répondre à la mission d'utilité sociale de l'Association.

La Direction Générale est garante de la mise en œuvre de la politique des ressources humaines, budgétaires et financières, de la démarche d'amélioration continue des actions engagées, et de la recherche et innovation sociale.

1.4 Présentation de l'établissement

L'E.E.A.P. est situé dans le nord du département de Saône et Loire. Il est implanté en milieu semi-urbain, dans un quartier pavillonnaire constitué de plusieurs lotissements, à proximité d'un groupe scolaire, d'un centre commercial, et desservi par les bus de ville.

L'agrément de l'établissement est de 20 places : 10 en semi-internat et 10 en internat.

L'autorité de tarification est l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté. Les dépenses d'exploitation de l'E.E.A.P. sont prises en charge par l'ARS sous forme de dotation globale, contractualisées à travers un CPOM 2022-2025 (Contrat Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens).

L'établissement est ouvert en moyenne 210 jours par an pour l'externat, et 365 jours par an pour l'internat.

Il accueille les enfants et adolescents en semi-internat du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures (excepté le lundi, accueil à 10 heures et le vendredi, départ à 13H00), et 24h/24 pour l'internat.

Les périodes de fermeture de l'externat sont réparties conformément au calendrier des vacances de l'E.E.A.P., établi en concertation avec le CVS et les représentants du personnel. L'E.E.A.P. est situé sur un site comprenant également l'Institut Médico-Educatif (IME) « Charleville » de 58 places et la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) « Les Catalpas » de 54 places.

Cet ensemble fonctionne de manière transversale, à partir de réflexions autour de 2 dispositifs :

- Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif
- Dispositif d'Accompagnement de la personne polyhandicapée.

L'établissement est régi par une série de textes qui organisent le secteur médico-social :

- Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.
- ➤ Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- La loi Hôpital Patient Santé Territoire n° 2009-879 du 21 juillet 2009,
- ➤ Le rapport Piveteau de juin 2014 « zéro sans solution », ou « le devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et leurs proches ».
- Les Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles de l'HAS.
- ➤ Le décret n° 2009-378 du 02 avril 2009 relatif à la scolarisation des enfants, des adolescents et jeunes adultes handicapés et à la coopération entre les établissements (article 351-1 du code de l'éducation) et les établissements et services médico-sociaux mentionnés aux 2° et 3° de l'article L 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

2. Les Missions

Dans un environnement sécurisé et adapté, les équipes pluridisciplinaires du soin et de l'éducatif répondent aux besoins des enfants accueillis en favorisant leur autonomie et le maintien et/ou le développement de leurs capacités.

- Éveil et développement des potentialités selon des stratégies individualisées,
- ➤ Amélioration et préservation des potentialités motrices, notamment par l'utilisation de toute technique adaptée de kinésithérapie ou de psychomotricité et également par l'utilisation d'aides techniques,
- Surveillance médicale et technique des adaptations prothétiques et orthésiques,
- Enseignement des différents actes de la vie quotidienne en vue de l'acquisition du maximum d'autonomie,
- Education nécessaire en vue du développement optimal de la communication,
- Découverte du monde, développement de la personnalité, apprentissage de la vie en société,
- Accès aux apprentissages scolaires
- Etayage de la famille et de l'entourage habituel de l'enfant notamment dans la révélation des déficiences et des incapacités et dans la découverte de leurs conséquences et apprentissage des moyens de relation et communication.

En référence au décret n°2009-322 du 20 mars 2009, l'établissement accueille des enfants de 4 à 20 ans (avec dérogation par amendement Creton au-delà de 20 ans) qui présentent une situation complexe de handicap, avec altération de leurs capacités de décision et d'actions dans les actes essentiels de la vie quotidienne.

La déficience principale est un polyhandicap ou une déficience intellectuelle (déficience moyenne, sévère à profonde), le plus souvent associée à des déficiences secondaires (motrice, somatique, psychique, TSA, sensorielle, etc.), ou un handicap rare.

Véritable lieu de vie, il est aussi ouvert sur l'extérieur et les activités se déroulent aussi bien au sein de l'établissement que hors les murs.

L'E.E.A.P. dispose de nombreux équipements facilitant la vie quotidienne et les activités (matériel de transfert, salles d'activités, balnéothérapie, espace sensoriel, etc.).

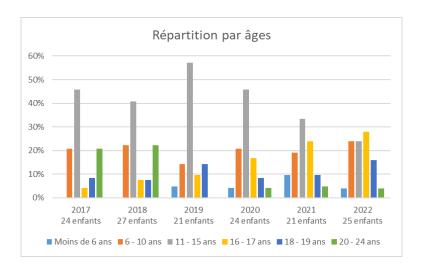
Un travail spécifique est mené sur le confort, l'évaluation de la douleur et le suivi en santé, l'alimentation modifiée, la communication adaptée.

3. Le public accueilli

Au 31/12/2022, 25 enfants sont accompagnés au sein de de l'E.E.A.P. Mille Soleils. Ce sont majoritairement des garçons, âgés de 16 à 17 ans, provenant du milieu ordinaire ou du domicile.

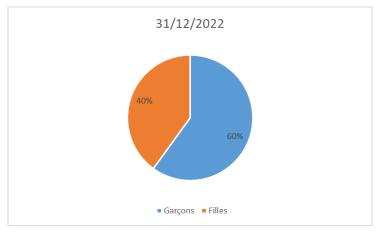
La plupart des enfants sortis définitivement de l'établissement ont été réorientés vers un autre établissement médico-social.

3.1 Pyramide des âges



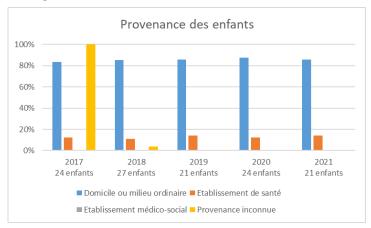
L'évolution de l'âge des enfants suit globalement une logique d'évolution d'année en année. Le nombre de jeunes adultes sous amendement Creton est fortement tributaire du nombre de places disponible dans les établissements spécialisés du secteur adulte.

3.2 Répartition par sexe



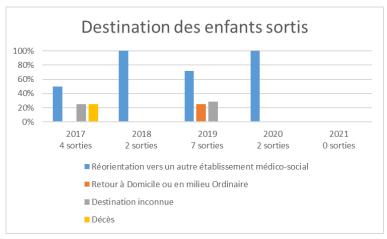
Une majorité de garçons est présente sur l'E.E.A.P. au 31/12/2022.

3.3 Provenance du public



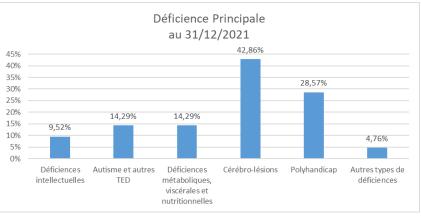
Pas d'évolution notable au fil des ans. S'agissant d'enfants polyhandicapés, la grande majorité des nouveaux entrants était préalablement en famille, soit scolarisée, soit en crèche.

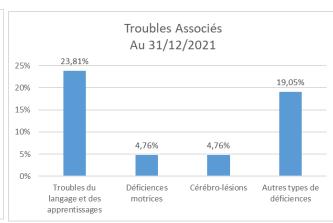
3.4 Dynamique de parcours

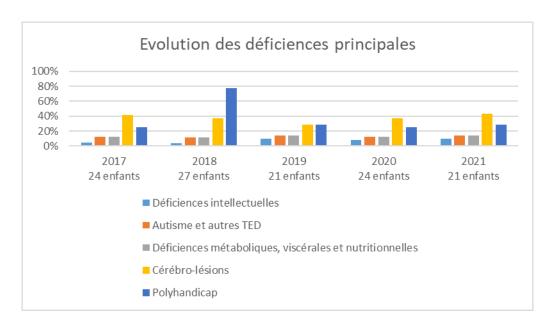


Peu de sorties d'enfants chaque année. Hormis 2 exceptions en 2017 et en 2019, les sorties se font généralement sur des réorientations en MAS.

3.5 Diagnostics et types de déficiences







La grande majorité des jeunes accompagnés sont diagnostiqués cérébrolésés et polyhandicapés, présentant principalement des troubles associés de l'ordre des troubles du langage et des apprentissages, ainsi que d'autres types de déficiences non définies dans l'enquête ANAP.

3.6 Evolution du public accueilli

Les besoins liés au polyhandicap sont majoritairement au cœur des réponses à apporter aux enfants et jeunes adultes accueillis sur l'E.E.A.P..

Depuis quelques années, l'établissement accueille également des enfants, adolescents, jeunes majeurs pluri-handicapés : syndromes épileptiques, maladies chromosomiques, maladies dégénératives, polyhandicaps associés à un retard mental, troubles du spectre autistique, IMC...

Les enjeux pour ces enfants et leurs familles sont de :

- Proposer des séjours de répit 365/365 pour compléter le panel de réponses proposées,
- Développer des partenariats indispensables à la fluidité du parcours des enfants accompagnés avec les autres ESMS,
- ➤ Développer une organisation autour du Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif (DAME) déployé sur le site en lien avec l'IME Charleville,
- Poursuivre le développement de la scolarisation des enfants de l'E.E.A.P.
- Favoriser l'inclusion des enfants dans tous les domaines de la vie quotidienne.

3.7 Expression et participation du public

3.7.1 Moyens Collectifs:

Les moyens d'expression collectifs existants mis en œuvre au sein de l'établissement se déclinent autour des outils promus par la loi 2002-2 :

- 1. Le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement, la charte des droits et libertés de la personne accueillie, l'information sur la possibilité de recours à un médiateur, et le contrat de séjour, remis au résident lors de l'admission,
- 2. Le présent projet d'établissement,
- 3. Le CVS:

Il s'agit d'une instance qui vise à associer les usagers au fonctionnement de l'établissements et qui se réunit à minima 3 fois par an. Il se compose notamment de 2 enfants élus par leurs pairs.

Le CVS est notamment associé, informé et consulté lors des réécritures du règlement de fonctionnement, de la charte des Droits et Libertés de la personne accueillie, et tout autre sujet pouvant engendrer une modification notable des conditions d'accueil des enfants au sein de l'établissement.

3.7.2 Moyens Individuels:

L'autodétermination doit être systématiquement recherchée auprès de la personne accompagnée et/ou de ses proches et doit être au cœur des pratiques de l'ensemble des professionnels.

Le Contrat de séjour est signé lors de l'admission de l'enfant et renouvelé à chaque renouvellement de notification MDPH. Il est complété annuellement d'un Projet Personnalisé d'Accompagnement,

Le Projet Personnalisé d'Accompagnement (PPA) doit refléter la place centrale de l'enfant dans l'expression de ses envies, ses besoins et ses choix, et dans les modalités de mise en œuvre de son projet de vie.

Les divers outils de communication et d'expression à disposition des enfants et/ou envers les enfants doivent faciliter leur compréhension et leur appropriation.

Des fiches réclamations sont à disposition des personnes accompagnées et/ou de leurs représentants légaux. La réclamation, c'est l'expression explicite ou implicite, verbale ou écrite de l'insatisfaction ou de la déception d'un usager, d'un membre de sa famille ou de son représentant attribué à un établissement ou service et dont il attend le traitement et la non reconduction. L'établissement a mis en place une procédure d'écoute et de traitement de ces réclamations.

4. La relation avec les parents, la famille, l'entourage

Conformément au projet associatif, l'établissement a toujours privilégié le travail de partenariat avec les familles et les représentants légaux, et cherché à le faire dans un climat de confiance et de respect mutuel. L'écoute, le partage d'expériences ne peuvent qu'apporter une meilleure connaissance de l'enfant, de son vécu, de ses conditions de vie, et favoriser ainsi son bon développement et son bien-être par un apport mutuel et régulier d'informations sur sa santé, ses habitudes, ses envies et ses besoins.

L'EEAP accompagnant des mineurs, une attention particulière est portée sur l'implication participative des parents. Ils sont systématiquement associés à l'élaboration des projets d'accompagnement et systématiquement consultés pour toutes les démarches administratives à engager ou les décisions médicales à prendre. La prise en compte de toutes les dimensions de l'enfant (affective, sociale, émotionnelle, cognitive, somatique) contribue à un projet de qualité et cohérent.

Tout en respectant le champ de la vie privée, les équipes veillent à ce que les personnes accueillies gardent le plus longtemps possible un lien familial. En cas de besoin, elles peuvent jouer un rôle de médiateur entre le résident et la famille, et, si la situation l'exige, faire appel à une personne qualifiée ou au juge des tutelles.

L'établissement a également la mission de soutenir la famille et les aidants familiaux ; des précisions sur la communication avec les familles, l'organisation de rencontres, de visites, de sorties sont apportées par le règlement de fonctionnement.

Le site internet de l'association (http://pbbs.fr) et une page Facebook dédiée donne un accès à des informations, des actualités en lien avec la vie de l'établissement et de son environnement.

5. La nature de l'offre de service et son organisation

5.1 Description des services de l'ESMS

L'E.E.A.P. est constitué de 3 sections adaptées aux enfants accueillis :

- « Les P'tits Clous » pour les enfants de 4 à 11 ans,
- « Les Globes Trotters » pour les adolescents de 12 à 17 ans
- « Les Aventuriers » pour les jeunes adultes de 17 ans et plus et les adultes de plus de 20 ans en situation d'amendement creton

5.2 Les modalités d'admission et de contractualisation

Dès réception de la notification par la C.D.A.P.H (Commission des droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées), la famille peut prendre contact avec le ou les établissements notifiés. Un courrier est à adresser au Directeur de l'établissement. Il est alors proposé un rendez-vous à l'enfant et sa famille, pour échanger sur la situation de l'enfant et son projet. Une visite de l'établissement est possible. Il est ensuite inscrit sur la liste d'attente de l'établissement.

Une période d'observation peut être proposée au jeune pour évaluer ses capacités d'intégration et l'adéquation de l'orientation. Le bilan de la période d'observation établi par l'équipe de l'E.E.A.P. est présenté à la famille et au jeune par la cheffe de service éducatif. Il est ensuite envoyé à la MDPH pour compléter son dossier.

Dès qu'une place se libère, en fonction de la liste d'attente, après accord de la famille et du jeune, le Directeur propose l'admission, et en informe la M.D.P.H.

5.3 Prestations délivrées (directes et indirectes)

Afin de répondre aux besoins en matière de santé somatique ou psychique, en matière d'autonomie et aux besoins pour la participation sociale, l'établissement propose diverses prestations directes et indirectes.

Prestations directes:

- Prestations de soins, de maintien et de développement des capacités fonctionnelles :
 - L'établissement dispose d'une équipe d'infirmières, de psychologues et de neuropsychologue partagées avec l'IME Charleville
 - Des médecins et du personnel médical libéraux interviennent régulièrement au sein d'établissement
 - Un partenariat est formalisé avec une pharmacie locale pour la préparation des doses à administrées
 - o Les séances d'orthophonie sont prises en charge par l'établissement

> Prestations en matière d'autonomie

 L'équipe pluridisciplinaire œuvre quotidiennement en lien étroit avec les familles à l'accompagnement dans les actes de la vie quotidienne pour favoriser la communication et les relations avec autrui, pour soutenir la prise de décisions adaptées et pour la sécurité, à travers des temps d'écoute, d'échanges, d'activités spécifiques et adaptées

Prestations pour la participation sociale :

- L'équipe pluridisciplinaire accompagne chaque enfant et jeune adulte, principalement dans la compréhension et l'exercice de ses droits, de ses rôles sociaux (enfant, futur adulte, adulte, élève...), de sa participation à la vie sociale
- Répondre à l'obligation de scolarisation de tous les enfants en âge de l'être en adaptant la scolarité aux besoins et en favorisant l'inclusion,

Prestation de coordination renforcée pour la cohérence du parcours :

- Mise en place en cours d'un Dossier Numérique Unique de l'Usager, favorisant à terme le partage consenti des informations le concernant
- o Développement du réseau et des partenariats avec les différents acteurs locaux

Prestations indirectes:

Fonctions Gérer, manager, coopérer

- Rapprochement des 2 établissements de l'Association concernant le secteur enfance (IME et EEAP) au sein d'un Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif, avec une Direction unique, favorisant la transversalité des ressources professionnelles et matérielles, le développement de services et de réponses adaptées aux besoins des enfants et jeunes adultes, des familles, et des différents partenaires notamment scolaires et professionnels,
- o Pilotage Financier Associatif dans le cadre d'un CPOM ARS Global,
- o Mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la qualité
- o Participations et représentation aux différentes instances fédératrices et partenariales du territoire,
- Politique Associative de gestion RH favorisant la qualité de vie au travail (évolution de carrière, mobilité, plan de formation),
- Développement des outils de communication, adaptation de l'établissement à l'évolution des outils de communication (développement et accompagnement des professionnels aux nouvelles technologies informatiques).

Fonctions logistiques

- Finaliser la rénovation des locaux,
- o Renouvellement d'une partie du matériel pour prévenir au mieux les situations d'inconfort, voire de douleur, et favoriser le développement et l'autonomie,
- Prestation d'entretien du linge plat pour les internes, du linge éponge, et du linge individuel en cas d'absolue nécessité
- o Organiser et financer le transport domicile-structure, classes externalisées-domicile/structure, et l'accès à certains soins.

5.4 DUI et sécurité des données (LIVIA)

En 2018, l'association a lancé un projet de modernisation de l'outil informatique en dotant l'ensemble des ESMS de l'association d'un logiciel de gestion du Dossier Unique Informatisé de la personne accompagnée (DUI) permettant de :

- Organiser l'accompagnement du résidant, autour de son projet, ses besoins, ses souhaits.
- Accompagner le résidant au quotidien, autour du partage et de la transmission des informations importantes avec l'ensemble des professionnels et de l'élaboration construite d'observations et d'écrits professionnels,
- Assister le professionnel dans l'accompagnement du résidant, par la gestion de tâches quotidiennes et la traçabilité,
- Assurer les plans de soins, la prise en charge médicale et paramédicale, le circuit du médicament, l'hygiène et la sécurité.
- Piloter l'activité.

Dès 2024, Ce logiciel DUI pourra répondre à l'ensemble des exigences du programme ESMS numérique en permettant :

- D'alimenter le Dossier Médical Partagé,
- D'utiliser la Messagerie Sécurisée de Santé avec les partenaires médicaux et paramédicaux, garantissant la sécurité des données échangées,
- ➤ De mettre à jour l'Identité Nationale de Santé (INS) des résidants.

Ce projet de modernisation nécessite la mise à disposition d'outils informatiques performants et disponibles pour le personnel.

6. Les principes d'intervention

Les personnes accueillies sont reconnues dans leurs choix relatifs à leur vie sociale, leur vie intime et sexuelle. Elles sont membres de la société civile et politique et s'intègrent dans la ville : à ce titre, elles sont citoyens, citoyennes avec des droits et des devoirs.

L'institution permet l'expérience de la convivialité, de la solidarité et de la liberté individuelle. Les règles de vie institutionnelle aident les personnes accueillies à gérer leur vie avec des libres choix par rapport à soi et aux autres, dans le respect de différentes formes d'appartenance, de besoins et de relation aux autres mais dans la limite des contraintes et des lois.

En permettant aux personnes accueillies de faire valoir leurs droits et de prendre conscience de leurs devoirs, elles sont un moyen de progression vers l'autonomie et de citoyenneté.

L'enjeu, sur le principe de l'Autodétermination, c'est passer du médico-social au médico-sociétal en termes d'ouverture sur l'extérieur pour réfléchir à la question du parcours de vie de la personne, à partir d'une construction collective, pour renforcer son pouvoir d'agir sur son projet de vie.

Les personnes accueillies au sein de l'établissement sont nommées « les résidants » puisqu'au-delà d'un simple accueil, le foyer devient leur « lieu de vie ».

Le questionnement éthique

La réflexion éthique fonde l'action des professionnels, en réaffirmant la position d'acteur du résidant, en fournissant des repères aux professionnels aux prises avec des logiques différentes et en articulant dans les pratiques des composantes personnelles, professionnelles et institutionnelles.

Cette réflexion vise à déterminer le bien-agir en tenant compte des contraintes relatives à des situations déterminées. Le questionnement éthique se réfère aux concepts de morale, de droit, de déontologie, de bonnes pratiques et de responsabilité.

Il permet de prendre des décisions les plus justes possibles, donne sens aux pratiques, les interroge régulièrement et renforce les relations de confiance entre les acteurs.

Instaurer des conditions favorables à l'émergence d'une réflexion éthique permet d'offrir aux professionnels des clés pour renforcer leur compétence dans la réflexion, comme dans la décision d'instaurer une culture commune de l'éthique. Cette démarche permet de promouvoir une pratique autonome de tous les acteurs dans une démarche d'amélioration continue de la qualité des prestations.

Pour structurer le questionnement éthique, l'association a pour objectif la création d'un comité éthique.

La gestion des paradoxes

Autonomie / Libre choix / Protection / Protection des autres

La reconnaissance de la CDAPH pose le principe même de situation de handicap et donc, la protection de la personne.

<u>Libre choix</u>: principe de faire ses propres choix mais la personne se met en danger quand elle ne mesure pas les conséquences et les effets de son action.

<u>Autonomie</u> : capacité de faire des choix. Après évaluation du potentiel, une « compensation » permet un accompagnement optimal pour minimiser la prise de risques.

Lorsque la mise en danger est évidente et qu'aucune compensation et/ou atténuation n'est possible, alors le principe de protection s'impose sur le principe de libre choix et se décline dans le projet personnalisé avec l'adhésion recherchée de la personne.

Personnalisation de l'accompagnement et règles de vie collective

Les règles de vie collective posent le fondement de la vie en collectivité alors que la vie privée se décline par la personnalisation de l'accompagnement (c'est-à-dire le Projet Personnalisé)

L'institution et l'application des règles sont garantes du bon fonctionnement de la vie en collectivité. Elles sont le fondement qui équilibre le cadre de vie, une base structurée sur laquelle chacun peut s'appuyer et dans laquelle chacun peut s'exprimer. Elles impliquent le respect mutuel et encouragent la responsabilité de chacun.

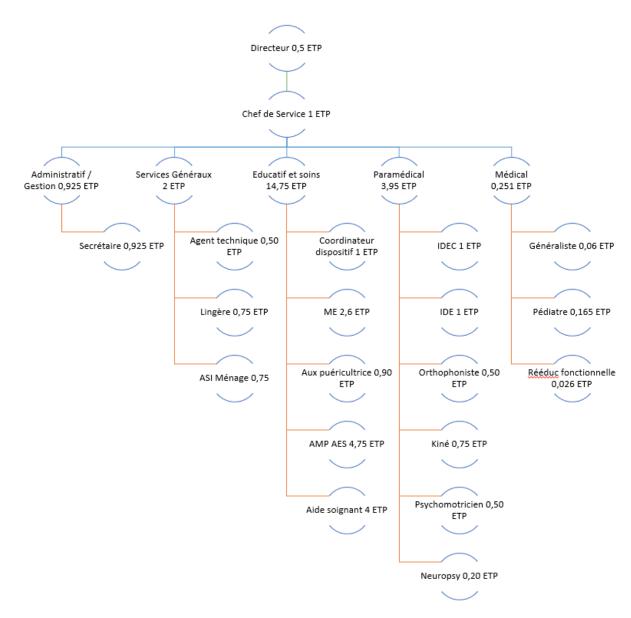
Afin d'éviter tout risque de dépersonnalisation et d'uniformisation, il est important de révéler la singularité de chacun et d'affirmer l'existence de la personne en tant qu'individu à part entière.

Il est de notre rôle d'assouplir le cadre instauré et d'adapter nos consignes au niveau individuel. Dans cette personnalisation de l'accompagnement se déclinent les principes de la vie privée.

L'objectif étant de permettre, à la personne accompagnée, de s'exprimer et de s'accomplir dans son contexte de vie et selon ses besoins, les règles pourront être plus flexibles tout en préservant la sérénité du collectif.

7. Les professionnels et les compétences mobilisées

7.1 Organigramme des professionnels :



7.2 La dynamique de travail d'équipe

Diverses réunions participent et formalisent la dynamique de travail en équipe. Organisées tout au long de l'année, elles permettent d'informer, de se concerter, de prendre des décisions, de faire vivre les Projets Personnalisés d'Accompagnement.

Une réunion annuelle de pré-rentrée, animée par la Direction et suivie d'un repas partagé, permet le passage formel d'informations institutionnelles descendantes, de lancer l'année scolaire à venir en abordant les principales orientations qui seront travaillées et développées en équipe tout au long de l'année, ainsi que les éventuels travaux programmés.

Cette réunion peut être complétée par d'autres tout au long de l'année en fonction des besoins.

Une fois par semaine, une réunion de coordination se réunit le lundi matin de 08h00 à 10h00, hors de présence des enfants. Cette réunion hebdomadaire, animée par la Cheffe de service ou la Coordinatrice, permet de faire le point sur les divers accompagnements, coordonner les actions à venir, passer des informations institutionnelles ou fonctionnelles, et de recenser les éventuels besoins dans la démarche d'amélioration continue de la qualité.

Enfin, une séance d'Analyse des Pratiques Professionnelles est proposée aux professionnels une fois par mois, sur la base du volontariat.

7.3 La GEPP

La politique associative en Ressources Humaines se structure à partir de la GEPP (gestion des emplois et des parcours professionnels).

Cette démarche prospective permet d'adapter à court et moyen termes les emplois, les effectifs et les compétences aux besoins de la transformation de l'offre médico-sociale et de l'évolution de l'environnement économique, social, juridique et écologique.

Cet engagement a pour objectif de répondre, en outre, aux enjeux de recrutements et de fidélisations dans une logique de parcours professionnel.

Dans ce cadre, l'association s'engage et investit, depuis plusieurs années, dans des programmes de formation/qualification d'envergure, en s'appuyant sur les dispositifs tels que les contrats de professionnalisation, contrats d'apprentissage et PROA.

8. Les objectifs d'évolution, de progression et de développement

8.1 La démarche d'amélioration continue

La loi relative à l'organisation et transformation du système de santé du 24 juillet 2019 est venue modifier le système de renouvellement de l'autorisation des ESMS en supprimant les évaluations internes et externes.

Désormais l'HAS a défini un référentiel d'évaluation qualité national. Ce référentiel servira dès 2023, d'abord comme base de construction de la démarche d'amélioration continue de la qualité menée en interne dans tous les ESMS de l'association.

Puis comme support pour l'évaluation qui sera menée par un organisme d'évaluation agréé COFRAC tous les 5 ans.

Les ESMS de PBBS réaliseront leur évaluation au premier trimestre 2025.

Au terme de la première année de Démarche d'Amélioration Continue de la Qualité (DACQ), un plan d'action issu des autodiagnostics sera établi et inclus dans le Rapport d'Activité chaque année.

8.2 Les fiches actions PE

FICHE ACTION N° 1 tous ESMS INTITULE GENERAL mettre en conformité les ESMS au décret 2017 concernant les autorisations Date de création: 28/04/2022 Pilote: Directeur / DG Personnes/ service/ Action ACTIONS Echéance organismes concernés terminée 1. Identifier les ESMS dont la nomenclature doit être mise en DQGR 2023 conformité Modifier la nomenclature sur tous les documents de Directeur / DG 2023 DG 2023 3. Modifier la nomenclature au niveau des autorisation RESULTAT ATTENDU: Application des nouvelles nomenclatures Indicateurs d'atteintes des objectifs : Nb d'ESMS en conformité Eléments de réponses : Suivi d'indicateurs :

FICHE ACTION N° CME 1 / Territorialisation

INTITULE GENERAL : transformer 2 places HP en 2 places HT à vocation séjours de <u>répit ouvertes</u> aux CME du territoire

Date de création: 25/04/2022

Pilote: directeur

	ACTIONS	Personnes/ service/ organismes concernés	Echéance	Action terminée
1.	Faire la demande de modification de l'autorisation	DG / DAF	2022	
2.	Définir le projet de séjour de répit	Directeur / CDS	2022	
3.	Rénover l'internat pour permettre l'ouverture des séjours de répit	Directeur	2022	
4.	Communiquer aux familles d'enfants du CME le nouveau projet séjour de répit	Directeur / CDS	2022	
5.	Structurer le service pour répondre aux demandes de séjours de répit	Directeur / CDS	2022	
6.	Communiquer aux CME du territoire sur l'ouverture de séjours de répit	Directeur / CDS	2023	

Indicateurs d'atteintes des objectifs :

- Nb de séjours réalisés chaque année
- Nb d'enfants ayant bénéficiés de séjours de répit
- Part dans l'offre globale des places AJ, AT, séquentiel (CPOM)
- Effectivité de la rénovation de l'internat

Eléments de réponses :	
Suivi d'indicateurs :	

Glossaire

AAH: Allocation Adulte Handicapé

ACTP: Allocation Compensatrice pour Frais

Professionnels

AED: Assistance Educative à Domicile

AEEH: Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé

AEMO: Assistance Education en Milieu Ouvert

AES: Accompagnant Educatif et Social

AESH: Accompagnant Elève en Situation de Handicap

AF: Accueillants Familiaux

AGEFIPH : Association de GEstion du Fonds pour

l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées

AJ: Accueil de Jour

AJPP : Allocation Journalière de Présence Parentale

AP: Atelier Protégé (actuellement entreprise adaptée)

APA: Aide Personnalisée à l'Autonomie

API: Allocation de Parent Isolé

APL: Aide Personnalisée au Logement

ARE : Allocation de Retour à l'Emploi

ARS: Agence Régionale de Santé

ASSEF: Aide Sociale à l'Enfance et à la Famille

ATL : Accueil sur Temps Libéré

AVP : Aide à la Vie Partagée

AVS: Auxiliaire de Vie Scolaire

AVSCo: Auxiliaire de Vie Scolaire Collectif

AVSi: Auxiliaire de Vie Scolaire Individuel

CAF: Caisse d'Allocations Familiales

CAMSP: Centre d'Action Médico-Sociale Précoce

CASF: Code de l'Action Sociale et des Familles

CATTP: Centre d'Accueil Thérapeutique à Temps

Partiel

CCAS: Centre Communal d'Action Sociale

CD : Conseil Départemental

CDAPH: Commission des Droits et de l'Autonomie des

Personnes Handicapées

CDCA : Conseil Départemental de la Citoyenneté et de

l'Autonomie

CDCPH : Comité Départemental Consultatif des

Personnes Handicapées

CDSEI : Comité Départemental de Suivi de l'Ecole

Inclusive

CEM : Centre d'Education Motrice

CES : Carte Européenne de Stationnement

CFA: Centre de Formation d'Apprentis

CFPPA: Conférence des Financeurs de la Prévention

de la Perte d'Autonomie

CFPPA HI: Conférence des Financeurs de la

Prévention de la Perte d'Autonomie Habitat Inclusif

CICAT: Centre d'Information et de Conseil en Aides

Techniques

CIF: Classification Internationale du Fonctionnement,

du Handicap et de la Santé CIH: Classification

Internationale du Handicap

CIN ou CI: Carte d'Invalidité

CIO: Centre d'Information et d'Orientation

CLIS: CLasse pour l'Inclusion Scolaire

CME : Centre Médico-Educatif

CMI : Carte Mobilité Inclusion

CMP: Centre Médico-Psychologique

CMPP: Centre Médico-Psychologique-Pédagogique

CMS: Centre Médico-Scolaire

CNAM : Caisse Nationale d'Assurance Maladie

CNH: Conférence Nationale du Handicap

CNSA : Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie

CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie **CPPH** : Carte Priorité Personne Handicapée

CPTS : Communauté professionnelle Teritoriale de

Santé

CRA : Centre de Ressources Autisme

CRAM: Caisse Régionale d'Assurance Maladie

CRDV : Centre de Rééducation des Déficients Visuels

CRF : Centre de Rééducation Fonctionnelle

CRP : Centre de Réeducation Professionnelle

CS : Carte de Stationnement (ex macaron grand

invalide civil)

CVS: Conseil de la Vie Sociale

DACQ : Démarche d'Amélioration Continue de la

Qualité

DAME: Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif

DAPHAD: Dispositif d'Accompagnement des

Personnes Handicapées A Domicile

DATSA: Dispositif d'Appui aux Troubles du Spectre

Autistique

DDCS : Direction Départementale de la Cohésion

Sociale

DETH : Demandeur d'Emploi Travailleur Handicapé

DGAS: Direction Générale aux Solidarités (Conseil

Départemental)

DGCS: Direction Générale de la Cohésion Sociale

DITEP : Dispositif Intégré des Instituts Thérapeutiques

Educatifs et Pédagogiques

DOETH: Déclaration Obligatoire d'Emploi des

Travailleurs Handicapés

DTARS : Délégation Territoriale de l'Agence Régionale

de Santé

EA: Entreprise Adaptée

EAM: Etablissement d'Accueil Médicalisé

EANM: Etablissement d'Accueil Non Médicalisé

EEAP: Etablissement pour Enfants et Adolescents

Polyhandicapés

EHPAD: Etablissement d'Hébergement pour

Personnes Agées Dépendantes

EMT: Evaluation en Milieu de Travail

EN: Education Nationale

EPMS: Etablissement Public Médico-Social **EREA**: Etablissement Régional d'Enseignement

Adapté

ERP: Etablissement de Rééducation Professionnelle **ESAT**: Etablissement et Service d'Accompagnement

par le Travail

ESMS: Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux

ESS: Equipe de Suivi de Scolarisation

ETP: Equivalent Temps Plein EVS: Emploi de Vie Scolaire

FALC: Facile A Lire et à Comprendre **FAM**: Fover d'Accueil Médicalisée

FDCH: Fonds Départemental de Compensation du

Handicap

FH : Foyer d'Hébergement

FHA: Foyer d'Hébergement et d'Accompagnement

FHT: Foyer d'Hébergement Traditionnel FINESS: FIchier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux

FV: Foyer de Vie

GEM: Groupe d'Entraide Mutuelle **GEVASCO**: Grille d'EVAluation SCOlaire

GIP: Groupement d'Interet Public

GRPH: Garantie de Ressources des Personnes

Handicapées

GRTH: Garantie de Ressources des Travailleurs

Handicapées

HAD: Hospitalisation A Domicile HAS: Haute Autorité de Santé **IEM**: Institut d'Education Motrice IME: Institut Médico-Educatif

IMP: Institut Médico-Pédagogique ITEP: Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique

LFSS: Loi de Financement de la Sécurité Sociale

MAS: Maison d'Accueil Spécialisée

MDA: Maison Départementale de l'Autonomie **MDPH**: Maison Départementale des Personnes Handicapées

MDS: Maison Départementale des Solidarités MECS: Maison d'Enfants à Caractère Social

MILO: MIssion LOcale

MLA: Maison Locale de l'Autonomie MO: Milieu Ordinaire de travail PAI: Projet d'Accueil Individualisé

PCH: Prestation de Compensation du Handicap **PCPE** : Pole de Compétence et de Prestations

Externalisées

PIAL : Pôle Inclusif d'Accompagnement Localisé

PMI: Protection Maternelle et Infantile

PPCH: Plan Personnalisé de Compensation du Handicap

PPS: Plan Personnalisé de Scolarisation **PRITH** : Programme Régional d'Insertion des

Travailleurs Handicapés

RAPO: Recours Administratif Préalable Obligatoire

RGAA: Référentiel Général d'Amélioration de

l'Accessibilité

RQTH ou RTH : Reconnaissance de la Qualité de

Travailleur Handicapé

RSDAE: Restriction Substantielle et Durable d'Accès à

l'Emploi

SAA: Section d'Apprentissage Adapté

SAAD: Service d'Aide et d'Accompagnement A

SAFEP: Service d'Accompagnement Familial et

d'Education Précoce (0-3 ans)

SAJA: Section d'Accueil pour Jeunes Autistes SAMETH

: Service d'Aide au Maintien dans l'Emploi des

Travailleurs Handicapés

SAMSAH: Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés

SAVS: Service d'Accompagnement à la Vie Sociale

SEES: Section d'Education et d'Enseignement Spécialisé

SEGPA: Section d'Enseignement Général et

Professionnel Adapté

SERAFIN-PH: Services et Etablissements: Réforme pour une Adéquation des FINancements aux parcours des Personnes Handicapées

SESSAD: Service d'Education Spécialisée et de Soins A Domicile

SGCIH: Secrétariat Général du Comité Interministériel du Handicap

SIPFP: Section d'Initiation à la Première Formation Professionnelle

SSIAD: Service de Soins Infirmiers à Domicile

TH: Travailleur Handicapé TI: Taux d'Incapacité

TSA: Troubles du Spectre Autistique **UEE**: Unité d'Enseignement Externalisée

UEROS: Unité d'Evaluation, de Réentrainement et

d'Orientation Socio-Professionnelle

ULIS: Unités Localisées pour Inclusion Scolaire

UPI : Unité Pédagogique d'INtégration (équivalent de la CLIS dans le 2eme degré)

VAD: Visite A Domicile